

VILLE DE
Saint-malo
Centre Communal
d'Action Sociale

EXTRAIT : QUESTION N° 01

Des délibérations du Conseil d'Administration

Du Centre Communal d'Action Sociale

De la Ville de Saint-Malo

Affiché le 20 décembre 2024

Séance du 18 décembre 2024, à 18H30

Nombre d'Administrateurs en exercice : 17

Nombre de pouvoirs : 1

Nombre d'Administrateurs présents : 12

Quorum : 9

Date de transmission de l'Ordre du jour et des rapports : 13 décembre 2024

Membres présents : Monsieur LURTON – Madame LEPRIZE – Madame TRONEL – Madame DANINO-SOISSON – Madame MOREAU – Madame CRANCE – Madame LEGAGNE – Monsieur CANNEVA – Madame GERVAIS – Madame GOURDIN-SERVENIERE – Monsieur HEISSAT – Madame MERCIER.

Absents, excusés et pouvoirs : Monsieur LAMBERT, pouvoir à Mr LURTON – Madame KRAUSS, excusée – Madame GUERIN, excusée – Monsieur LEFILLEUL, excusé – Madame VEYRIER, excusée.

Président : Monsieur LURTON

Secrétaire : Monsieur THIERRY

DIRECTION CCAS

01- CCAS BUDGET PRINCIPAL – BUDGET ANNEXE SDI Budget primitif 2025

Le budget primitif 2025 se compose du budget principal et de trois budgets annexes. Les budgets des établissements sociaux et médico-sociaux, Foyers-Logements et SAAD font l'objet d'une présentation distincte.

Afin de rapprocher le calendrier budgétaire du CCAS de celui de la ville et de permettre de démarrer plus rapidement l'exécution comptable, le vote du budget a été inscrit en décembre. Ce vote précoce ne permet pas de reprendre les résultats de l'année précédente au budget primitif puisqu'ils ne sont pas définitivement arrêtés. Ils seront repris lors de la décision modificative n°1 qui constituera de ce fait un budget supplémentaire.

BUDGET PRINCIPAL CCAS

Le volume total du budget principal s'élève à **4 040 265 €** répartis entre :

- La section de fonctionnement 3 934 265 €
- La section d'investissement 106 000 €

Ce budget s'inscrit dans les axes du rapport d'orientations budgétaires présenté au Conseil d'Administration lors de sa séance du 28 octobre 2024.

Section de fonctionnement

I- LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 3 934 265 €, elles augmentent de 9,85 % par rapport au BP 2024.

Cette hausse résulte essentiellement de l'intégration de certaines dépenses au budget principal dans le cadre de l'externalisation des services du SAAD (585 100 €) et du soutien aux familles (42 190 €). A périmètre constant, les dépenses de fonctionnement connaissent une diminution de - 7,67 %.

1. Structure des dépenses

On les regroupe en cinq masses budgétaires :

	BP 2024	BP 2025	Evolution	
			En €	En %
<i>Dépenses de gestion courante</i>	3 527 500	3 878 165	350 665	9,94
<i>Charges financières</i>	8 000	10 000	2 000	25,00
<i>Charges spécifiques</i>	4 000	4 000	0	0
<i>Dotations provisions semi-budgétaires</i>	100	100	0	0
<i>Dotations aux amortissements</i>	42 000	42 000	0	0
TOTAL	3 581 600	3 934 265	352 665	9,85

2. Détail des dépenses

a) Les dépenses de gestion courante **3 878 165 €**
Ce sont celles qui permettent le fonctionnement normal des services du Centre Communal d'Action Sociale.

	BP 2024	BP 2025	Evolution	
			En €	En %
Charges à caractère général	253 799	210 725	-43 074	-16,97
Charges de personnel	2 683 875	2 726 610	42 735	1,59
Autres charges	589 826	940 830	351 004	59,51
TOTAL	3 527 500	3 878 165	350 665	9,94

Les charges à caractère général **210 725 €**
Elles concernent les crédits alloués aux services du CCAS pour leur fonctionnement quotidien et représentent 5,36 % des dépenses de fonctionnement.
Elles diminuent de 16,97 % par rapport au BP 2024. Cette baisse résulte principalement des économies réalisées et des ajustements de crédits.

Elles sont réparties comme suit :

- Direction CCAS : 103 465 €
- Direction Solidarités & Santé 38 975 €
- Direction Autonomie & Inclusion 68 285 €

Les charges de personnel **2 726 610 €**
Elles représentent 69,30 % des dépenses de fonctionnement. L'augmentation de 1,59 % s'explique notamment par des dépenses pour les agents du SAAD détachés à l'ADS (247 400 €). Ces dépenses sont imputées sur le budget principal du CCAS. Il s'agit principalement de cotisations retraite à la CNRACL (187 100 €) et de l'assurance du personnel (45 700 €). De même des cotisations retraite à la CNRACL sont inscrites pour les agents du service Soutien aux Familles détachés à l'ADMR (40 000 €).
En parallèle certaines dépenses ont diminué comme le remboursement des personnels mutualisés avec la ville ce qui s'explique par la fermeture de 2 services du CCAS, le SAAD et le Soutien aux familles. De même l'intégration de la Maison France Services au service commun de SMA a entraîné le transfert des 2 agents de cette structure.

Les charges de personnel intègrent les dépenses suivantes :

- La rémunération du personnel du CCAS avec les avancements d'échelon ;
- La hausse de la cotisation CNRACL ;
- Le régime indemnitaire revalorisé au 1^{er} octobre 2024 ;
- Le SEGUR (complément de traitement indiciaire) pour les agents concernés ;
- La prise en charge de la Prévoyance des agents ;
- Les mises à disposition de personnel de la Ville ;
- Le remboursement de la mutualisation des services support et de la Direction Générale ;
- La contribution au service commun DMRN.

Elles sont réparties comme suit :

- Direction CCAS 1 004 926 €
- Direction Solidarités & Santé 1 071 284 €
- Direction Autonomie & Inclusion 650 400 €

Les autres charges de gestion courante

Elles comprennent notamment :

o Les participations et subventions (dont subventions à caractère social : 515 000 €)	519 365 €
o Les participations liées au transfert du SAAD Ces participations, sous forme de versements à l'ADS, sont destinées à maintenir le niveau de rémunération des agents du SAAD qui ont été transférés.	337 700 €
o Les droits d'utilisation – informatique	13 100 €
o Les aides versées	55 500 €
o Les pertes sur créances irrécouvrables	2 500 €
o Le remboursement à l'Etat (ACSE) du reliquat PRE	12 365 €
o Les régularisations des arrondis du prélèvement à la source	100 €
o Charges diverses	200 €

Ces dépenses représentent 23,91 % des dépenses de fonctionnement.

b) Les charges financières

10 000 €

Elles comprennent les intérêts de la ligne de trésorerie.

c) Les charges spécifiques

4 000 €

Ces charges correspondent aux titres annulés sur exercices antérieurs.

d) Les dotations aux provisions semi-budgétaires

100 €

Ces provisions sont constituées pour les créances douteuses.

e) L'autofinancement

42 000 €

Il est constitué par la dotation aux amortissements au profit de la section d'investissement. Avec la M57, les amortissements sont calculés au prorata temporis dès l'intégration des biens dans l'actif.

II- LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Comme les dépenses, les recettes de fonctionnement augmentent de 9,85 % par rapport au BP 2024.

1. Structure des recettes

On distingue sept groupes de recettes :

	BP 2024	BP 2025	Evolution	
			En €	En %
Produits des services	368 840	499 900	131 060	35,53
Dotations et participations	822 893	794 543	-28 350	-3,45
Subvention d'équilibre	1 605 000	1 914 000	309 000	19,25
Autres produits	784 237	725 192	-59 045	-7,53
Atténuations des charges	0	0	0	0
Opérations d'ordre	630	630	0	0
Excédent reporté	0	0	0	0
TOTAL	3 581 600	3 934 265	352 665	9,85

Le budget étant voté avant la fin de l'exercice 2024, l'excédent reporté n'est pas définitivement connu au moment de l'élaboration budgétaire.

2. Détail des recettes

a) Les produits des services

499 900 €

Ces produits concernent principalement la Direction CCAS.

Ils comprennent également des remboursements de charges de personnel par les budgets annexes, par la Ville et à partir de 2025 par les associations ADS et ADMR.

Ce compte regroupe :

- Le versement du 1/3 des concessions cimetières par la Ville 76 000 €
- Participation repas des aînés 600 €
- Ville – entretien espace Bougainville 45 000 €
- Ville – Personnel mis à disposition de la Direction de la Famille et des Solidarités 49 950 €
- Budgets annexes – remboursement charges de personnel 101 250 €
(dont les 2 postes administratifs de la Direction Autonomie et Inclusion : 92 500 €)
- Les remboursements de l'ADS correspondants aux cotisations prélevées sur les rémunérations des agents détachés du SAAD afin que le CCAS verse les cotisations à la CNRACL, cette caisse de retraite étant différente de celle des autres agents de l'ADS 187 100 €
- Les remboursements de l'ADMR correspondants aux cotisations prélevées sur les rémunérations des agents détachés du service Soutien aux Familles afin que le CCAS verse les cotisations à la CNRACL. 40 000 €

b) Les dotations et participations

794 543 €

Elles comprennent entre autres les subventions :

- CAF – Dispositif d'accueil partenarial des moins de 3 ans 30 000 €
- Programme de Réussite Educative (PRE) 79 150 €
- Point Santé 53 500 €
- Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) 116 893 €
- Ville de Saint-Malo - Subventions à reverser aux associations 515 000 €

c) La subvention d'équilibre de la Ville

1 914 000 €

Pour le CCAS

1 516 000 €

Pour compenser le transfert du SAAD

398 000 €

La subvention d'équilibre de la ville reste estimative dans l'attente de l'arrêté définitif des comptes 2024 qui permettra de connaître l'excédent reporté.

Le détachement des agents du SAAD se traduit budgétairement par des dépenses (585 100 €) et des recettes (187 100 €), soit un impact net évalué à 398 000 €.

Sans ce transfert, la subvention d'équilibre de la ville reste stable à 1 516 000 €.

Les dépenses pour les agents détachés du SAAD, principalement pour maintenir le niveau de rémunération, sont équilibrées avec la subvention de la Ville à hauteur de 398 000 €, puisqu'elles sont prises en charge par le budget principal du CCAS.

Elle est répartie comme suit :

- o Direction CCAS : 475 884 €
- o Direction Solidarités & Santé 786 179 €
- o Direction Autonomie & Inclusion 253 937 €
- o Transfert SAAD 398 000 €

d) Les autres produits

Ils proviennent de :

- Participation du Conseil Départemental d'Ille et Vilaine aux salaires des agents du service insertion	268 070 €
- Remboursement de charges des budgets annexes (En diminution en raison du transfert du SAAD et du service Soutien aux Familles au 1 ^{er} janvier 2025)	46 100 €
- Loyers et récupérations de charges	36 320 €
- Produits financiers et divers	8 832 €
- Régularisations des arrondis du prélèvement à la source	200 €
- Remboursement exceptionnel assurance du personnel (Dépense basée sur la déclaration de 2023 calculée sur 2022, avec le personnel de la Petite Enfance, puis remboursement pour la part de ce personnel transféré à la Ville)	42 070 €
- Inscription prévisionnelle avant reprise du résultat	323 600 €

e) Les atténuations de charges

0 €

Elles correspondent principalement au remboursement des indemnités journalières.
 Pas de remboursement prévu au BP 2025.

f) Les opérations d'ordre de transfert entre sections

630 €

Cette recette concerne l'amortissement d'une subvention d'équipement

g) L'excédent reporté

0 €

L'excédent n'étant pas connu à ce jour, il sera repris lors du budget supplémentaire.

Section d'investissement

Elle se présente ainsi :

III- LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2025

	DEPENSES	RECETTES
<i>Propositions nouvelles 2025</i>	106 000,00	106 000,00
TOTAL	106 000,00	106 000,00

1. Structure des dépenses

	BP 2024	BP 2025	Evolution	
			En €	En %
Dépenses d'équipement	102 170	100 370	-1 800	-1,76
<i>Immobilisations incorporelles</i>	4 000	4 000	0	0
<i>Subventions d'équipement versées</i>	1 630	1 630	0	0
<i>Immobilisations corporelles</i>	81 340	79 600	-1 740	-2,14
<i>Immobilisation en cours</i>	15 200	15 140	-60	-0,39
Dépenses financières	0	0	0	0
<i>Emprunts et dettes assimilés</i>	0	0	0	0

Participations et créances rattachées	0			
Dépenses d'ordre	5 630	5 630	0	0
Opérations d'ordre transf. entre sections	630	630	0	0
Opérations patrimoniales	5 000	5 000	0	0
Déficit reporté				
TOTAL	107 800	106 000	-1 800	-1,67

2. Détail des dépenses

<u>a) Les dépenses d'équipement</u>	100 370 €
- Frais d'études diverses	4 000 €
- Subvention d'équipement versée à SMA pour licences informatiques	1 630 €
- Informatique et télécommunication	37 600 €
o Dont renouvellement parc informatique	20 000 €
- Mobilier et matériels	23 000 €
- Travaux	34 140 €
o Dont reprise façade FAU	15 000 €
o Dont faux-plafonds lumineux bureau Siège CCAS	3 000 €
o Dont Câblage réseaux Siège CCAS	1 000 €
o Dont Chauffage P3	13 100 €

<u>b) Les dépenses financières</u>	0 €
- Le CCAS n'a plus d'emprunt	

<u>c) Les opérations d'ordre de transfert entre sections</u>	630 €
- Amortissement d'une subvention d'équipement	

<u>d) Les opérations patrimoniales</u>	5 000 €
---	----------------

Ces crédits sont nécessaires pour régulariser l'inventaire suite à des dons.

IV- LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

1. Structure des recettes

	BP 2024	BP 2025	Evolution	
			En €	En %
Recettes d'équipement	51 300	54 000	2 700	5,26
Subventions	0	0	0	0
Emprunts	51 300	54 000	2 700	5,26
Recettes financières	9 500	5 000	-4 500	-47,37
Dotations et fonds divers	9 500	5 000	-4 500	-47,37
Excédent de fonctionnement capitalisé	0	0	0	0
Cessions d'immobilisations	0	0	0	0
Recettes d'ordre	47 000	47 000	0	0
Opérations d'ordre de transfert entre sections	42 000	42 000	0	0
Opérations patrimoniales	5 000	5 000	0	0
Sous-total	107 800	106 000	-1 800	-1,67
Excédent reporté	0	0	0	0
TOTAL	107 800	106 000	-1 800	-1,67

2. Détail des recettes

a) L'autofinancement **42 000 €**

Il provient de la section de fonctionnement et correspond aux dotations aux amortissements.

b) Les opérations patrimoniales **5 000 €**

Ces crédits sont nécessaires pour régulariser l'inventaire suite à des dons.

c) Les recettes financières **5 000 €**

- Fonds de compensation de la TVA sur dépenses 2024 **5 000 €**

d) Les recettes d'équipement **54 000 €**

Un emprunt d'équilibre provisoire est inscrit en l'absence du report de l'excédent 2024. Lors de la reprise des résultats au budget supplémentaire, cette inscription pourra être ramenée à 0, le CCAS n'ayant pas vocation à s'endetter pour financer des investissements de renouvellement et de petits travaux.

e) L'excédent reporté **0 €**

L'excédent n'étant pas connu à ce jour, il sera repris lors du budget supplémentaire.

BUDGET ANNEXE – SERVICE INSERTION

Le service insertion de la Ville de Saint-Malo bénéficie d'une dotation annuelle du Conseil Départemental pour le suivi et l'accompagnement des bénéficiaires du RSA.

Elle permet la prise en charge des aides individuelles, des actions collectives ainsi qu'une partie des dépenses liées aux charges de personnel (par un remboursement au budget principal qui supporte les charges de personnel).

FONCTIONNEMENT **304 895 €**

1. Détail des recettes

	BP 2024	BP 2025	Evolution	
			En €	En %
<i>Dotation du Conseil Départemental</i>	293 681	294 559	878	0,30
<i>Dotations et participations</i>	9 474	10 336	862	9,10
<i>Excédent reporté</i>	0	0	0	0
TOTAL	303 155	304 895	1 740	0,57

Une subvention provisoire de 10 336 € est inscrite avant la reprise de l'excédent au budget supplémentaire.

2. Détail des dépenses

	BP 2024	BP 2025	Evolution	
			En €	En %
<i>Aides individuelles</i>	23 400	25 900	2 500	10,68
<i>Actions collectives</i>	11 115	10 925	-190	-1,71
<i>Charges diverses</i>	100	0	-100	-100
<i>Participation aux charges de personnel</i>	268 540	268 070	-470	-0,18
TOTAL	303 155	304 895	1 740	0,57

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter le projet de délibération suivant :

**Le Conseil d'Administration,
Après avoir délibéré,**

APPROUVE

- Le budget primitif de l'exercice 2025 – budget principal CCAS
- Le budget primitif de l'exercice 2025 – budget annexe SDI

AUTORISE

Le président ou la Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

ADOpte

À 12 voix pour et 1 abstention des membres présents, ou représentés.

**Par délégation,
La Vice-Présidente,**



**Sophie LEPRIZÉ
Adjointe au Maire**